



Le Pamphlétaire



Syndicat des employés et employées de la Société des Casinos du Québec – CSN - (Unité Générale - Resto - Sécurité)

Spécial Élections 2012

CONSEIL CONFÉDÉRAL
24 AOÛT 2012

4
SEPTEMBRE

POUR LA CSN,
la démocratie ne se résume
pas seulement à aller voter,
mais exercer son droit de vote
c'est certainement poser
un geste qui la préserve.

LE QUÉBEC
MÉRITE NOTRE
VOTE!



L'importance d'aller voter, y croyez-vous vraiment???

Tous les médias nous parlent sans cesse de politique ces temps-ci. Même le bureau du directeur général des élections nous bombarde de publicités sur l'importance d'exercer son droit de vote. Sans oublier tous ceux près de vous qui soudainement sont devenus des pros de la politique. Demandez-leurs ce que leur député a fait, ils ne sauront pas vous répondre pour la plupart! C'est le sujet de conversation de l'heure; le Québec est en pleine campagne électorale au moment où j'écris ces lignes.

J'ai pris conscience de l'importance d'aller voter lors d'une élection municipale il y a plusieurs années; un dénommé Duchesneau (oui oui vous le connaissez) se présentait comme maire de Montréal contre le bien aimé Pierre Bourque. J'ai même dit à ma blonde de l'époque, qui ne me prenait pas au sérieux : "On devrait aller voter pour Pierre Bourque". Je n'oublierai jamais son regard interrogateur : "Pourquoi donc aller voter ? Tu as perdu la tête? Perte de temps, ça...!" Non, lui répondis-je. Il faut que Bourque passe, il ne faut pas une «polisse» à la tête de la ville, voyons! Ça va être encore pire!!!!

Je me souviens de m'être rendu au bureau de scrutin. Une fois seul dans l'isoloir, j'ai senti une sueur froide dans mon dos. J'avais du mal à respirer. J'avais des chaleurs. Mes pensées se bouscullaient. Je me demandais si je faisais vraiment un bon choix. J'ai barbouillé la petite feuille pour m'assurer que mon vote soit bien annulé. Le Duchesneau en question a quand même perdu ses élections malgré l'annulation de mon vote, tant mieux. Mais c'est une drôle de réaction que j'ai eue. Je me l'explique mal encore aujourd'hui. J'étais jeune et con. Aujourd'hui, j'ai vieilli mais je suis sûrement encore aussi con, car c'est ce qui risque de m'arriver encore une fois le 4 septembre. Peut-être pas pour les mêmes raisons par contre... Comme beaucoup d'entre vous, je veux bien «débarquer le roi Charest» mais le PQ n'est pas tellement inspirant pour moi (j'ai eu l'occasion de m'entretenir avec Pauline Marois à deux reprises durant le lock-out des agents de sécurité en 2008, elle a tout fait sauf m'inspirer) et la CAQ (avec comme candidat-vedette le même Duchesneau, celui qui a promis de ne jamais plus faire de politique, hé Seigneur!) est encore moins inspirante; vous en conviendrez peut-être si vous lisez bien leur programme...

Dans le contexte des élections Québec 2012, ce n'est pas une tâche facile de s'abstenir. Il faut en plus se farcir les homélies des partisans convaincus. Rien n'y fait; si on s'abstient, on a toujours tort! On a beau leur expliquer que rien ni aucun parti ne répond à nos aspirations, que la campagne à nos yeux est un cirque de promesses qui ne seront pas (ou très peu) respectées, peu importe celui qui prendra le pouvoir. Et on vous parlera des petits partis émergents, qui de toute façon, sont condamnés à rester dans la marginalité. Et on vous dira que voter pour un de ces partis, c'est diviser les votes, ce qui risque de favoriser la réélection de Jean Charest. Ce qui est un peu paradoxal, car c'est un peu comme me demander de voter aveuglément pour une option à laquelle je n'adhère pas! Et après, c'est moi qui est cynique.....Rien à faire avec les partisans convaincus, dis-je. Vous aurez toujours tort.

Pourtant, la démocratie n'est pas si désespérante. C'est par la démocratie qu'une société apprend aux citoyens qu'en s'investissant dans la chose publique, ils peuvent transformer la société. Notre idéal ne s'inscrira pas complètement dans le monde. Mais il le transformera. Encore faut-il faire un peu plus qu'exercer son droit de vote. Descendre dans la rue comme les étudiants (et les autres) l'ont fait au printemps dernier est un plus grand pouvoir de conscientisation que n'importe quelle campagne électorale endormante. Et si j'ai décidé d'aller voter plus sérieusement, c'est bien à cause de ce qui s'est passé depuis quelques mois, pas à cause des partisans convaincus ou des gérants d'estrades qui pensent tout le connaître. Je ne crois toujours pas que mon vote changera quelque chose, mais je dois être rendu un peu moins con que dans ma jeunesse, car justement, je vote avec mon âme et conscience. La démocratie nous donne la parole une fois au 4 ans; encore faut-il la saisir. Durant cette campagne, nous avons assisté à une fusillade en règle des partis de l'opposition, ce qui est normal. Mais est-ce que ceux-ci feraient vraiment mieux s'ils étaient élus? Un regard dans le passé nous permet d'en douter. Être dans l'opposition et critiquer à peu près tout est plus facile que prendre des décisions qui ne font pas l'affaire de tous. C'est ça aussi, la fameuse démocratie.

Suite à la page 8

Veillez prendre note que l'édition régulière du Pamphlétaire sera disponible après les résultats de l'élection du 4 septembre, soit le 7 septembre prochain.

Le Québec mérite mieux!

Bilan du gouvernement libéral de Jean Charest 2008 à 2012

Ce dernier mandat libéral se termine comme celui de 2003-2007, c'est-à-dire sous le signe de l'autoritarisme. Comme si les propres turpitudes des libéraux (collusion, favoritisme, mauvaise gestion, financement du parti) ne suffisaient pas, le gouvernement a fait la sourde oreille envers ses nombreux opposants dans plusieurs dossiers, jusqu'à déclencher une élection pour en découdre avec les étudiantes et étudiants, mais probablement plus encore pour se soustraire aux révélations de la Commission Charbonneau.

Droits syndicaux et relations de travail : après l'apocalypse... place à la négociation

Le nouveau régime de représentation collective pour les Ressources en Service de Garde (RSG) et les Ressources de types familiales et les Ressources Intermédiaires (RI-RTF) constitue une avancée importante. En ce qui concerne le régime des relations de travail dans l'industrie de la construction, si la réforme est intéressante, nous serons en mesure de juger pleinement de ses effets lorsque le placement syndical sera effectivement aboli. La santé et la sécurité du travail, les dispositions anti-briseurs de grève, le harcèlement psychologique, les agences de placement sont autant de dossiers où le gouvernement aurait pu prendre l'initiative pour améliorer le quotidien des travailleuses et des travailleurs, mais pour lesquels il a choisi l'inertie

Économie : une stratégie déficiente

La vision du développement économique du gouvernement Charest repose presque exclusivement sur l'extraction de nos ressources naturelles sans en assurer une deuxième et une troisième transformation. Ce type de développement économique entre en parfaite contradiction avec une véritable politique industrielle innovante, cohérente et respectueuse du développement durable. Le Plan Nord est loin de faire l'unanimité au Québec et les griefs sont multiples : doutes quant à la rentabilité économique, inquiétudes devant les impacts environnementaux, sentiment de dépossession de nos ressources naturelles collectives au profit de multinationales étrangères, exclusion de certaines communautés autochtones.

Sans une politique digne de ce nom, le gouvernement s'est contenté d'y aller de quelques mesures à la pièce. Il n'y a rien pour les travailleuses et les travailleurs de l'industrie, rien pour mieux protéger les travailleurs migrants temporaires, rien pour favoriser l'achat local dans les institutions publiques et rien de nouveau pour renforcer la souveraineté alimentaire et véritablement assurer l'accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous au Québec.

Environnement : un bilan mitigé

Malgré de bonnes réalisations, la volonté du gouvernement de favoriser l'exploitation des gaz de schiste a assombri son bilan environnemental. Le problème le plus important réside dans l'incohérence qui existe entre les orientations dégagées par le Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs (MDDEP) et la mise en œuvre des politiques dans d'autres ministères dont celui du transport et ceux à vocation économique. Manifestement, les objectifs en matière d'environnement et de développement durable ne semblent pas partagés par l'ensemble de l'appareil gouvernemental.

Éducation : un dossier mal géré

Le troisième mandat du gouvernement libéral se termine sur fond de crise étudiante et le bilan qu'on peut en faire au chapitre de l'éducation n'est guère reluisant : hausse des droits de scolarité, compressions budgétaires, remise en cause de la gestion collégiale, écoles passerelles, développement d'un système d'éducation à deux vitesses, recours aux fondations privées. À cela s'ajoute un refus obstiné de discuter du financement des universités et de faire toute la lumière sur la question.

Santé et services sociaux : toujours plus de privé

Le gouvernement Charest n'aura pas su prouver l'efficacité de ses remèdes devant les problèmes rencontrés dans le domaine de la santé et des services sociaux. La privatisation accrue des services, la nouvelle tarification, l'introduction de pratiques managériales dans les institutions, le recours aux PPP n'ont pas remédié aux difficultés bien connues d'accès aux services de même qu'aux délais souvent importants.

Emploi et formation de la main-d'œuvre : des actions insuffisantes

S'il y a consensus parmi les acteurs du marché du travail à l'effet de considérer la formation de la main-d'œuvre comme une question centrale en matière de développement, il faut que le soutien à la formation soit jumelé à des politiques ciblées sur la qualité des emplois. À ce chapitre, force est de constater que le bilan du gouvernement Charest n'est guère reluisant.

(suite à la page 4)

Le Québec mérite mieux!

Bilan du gouvernement libéral de Jean Charest 2008 à 2012

(suite de la page 3)

Protection sociale et lutte contre la pauvreté : des actions inachevées

En matière de lutte contre la pauvreté et de protection du revenu à la retraite, le gouvernement libéral a abdiqué ses responsabilités imposant aux personnes les plus vulnérables le fardeau d'assurer leur sécurité économique.

Services de garde éducatifs à l'enfance : des interventions douteuses

Il est déplorable que le gouvernement libéral n'ait pas apporté toute l'attention et utilisé tous les moyens pour mieux soutenir les services de garde en milieu scolaire. Ces services ont pourtant un apport considérable sur la réussite et la persévérance scolaires des élèves. Ce gouvernement n'a pas non plus livré la marchandise sur l'accroissement du nombre de places en services de garde. Qui plus est, le scandale dans la gestion et l'attribution des places en garderie aux donateurs du parti, ainsi que l'espace toujours plus important accordé au secteur privé démontrent jusqu'à quel point ce gouvernement utilise le bien commun à des fins partisans. Tout cela au détriment des communautés qui souhaiteraient avoir des installations de CPE sur leurs territoires.

Égalité entre les femmes et les hommes : une politique sans moyens

Au cours de son mandat, le gouvernement libéral a saupoudré quelques mesures incitatives pour favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes. Cependant, le manque de ressources investies dans le deuxième plan d'action dénote encore une fois l'écart entre les paroles et les gestes de ce gouvernement.

Langue française : une inertie déplorable

Recours aux écoles passerelles, laxisme dans l'application de la Charte de la langue française avec de timides mesures incitatives, voilà l'héritage libéral plus enclin à protéger son électorat anglophone qu'à protéger la langue française. Les études récentes démontrent clairement un recul important, principalement sur l'île de Montréal.

Immigration : des défis à surmonter

Un gouvernement qui semble plus enclin à répondre aux besoins de main-d'œuvre pour les entreprises québécoises, mais moins pressé de procéder à une intégration véritable de ces travailleurs immigrants selon les valeurs et la culture francophone du Québec. Un gouvernement qui augmente les niveaux de travailleuses et travailleurs migrants temporaires pour satisfaire encore une fois des employeurs qui utilisent une main-d'œuvre bon marché, mais qui ne se soucie guère de la discrimination systémique dont sont victimes ces travailleurs.

Conclusion

Les dernières années du gouvernement Charest ont été particulièrement éprouvantes avec leurs lots de problèmes d'éthique et d'intégrité, de percutantes allégations de collusion et de manque de transparence. Elles ont été marquées par des mobilisations citoyennes d'une ampleur inégalée (gaz de schiste, Jour de la Terre, demandes incessantes de la société civile pour une commission d'enquête sur l'octroi des contrats publics dans l'industrie de la construction, mobilisation contre la hausse des droits de scolarité, adoption de la loi 12, manifestations contre les budgets du gouvernement du Québec) témoignant du ras-le-bol citoyen et de la volonté d'être entendu, écouté et respecté. Le gouvernement libéral ne cesse de faire fi de nos valeurs démocratiques et calque ses actions de plus en plus sur le modèle politique fédéral de Stephen Harper.

Nous avons assisté à l'adoption d'un train de mesures néolibérales qui entraîne des iniquités fiscales odieuses pour la classe moyenne. Pour changer tout cela, il faudra que les partis politiques s'engagent fermement à redonner aux citoyennes et aux citoyens la place qui leur revient dans les institutions démocratiques. Il faut plutôt viser à rassembler qu'à diviser. Il faut également mettre de côté l'intérêt partisan et promouvoir le bien commun.

Les manifestations du printemps illustrent bien que la démocratie représentative n'est pas la seule voie d'expression démocratique. Il faut certes exercer un de nos droits les plus fondamentaux pour une société démocratique, soit le droit de vote. Par ailleurs, il faut donner par la suite aux citoyennes et aux citoyens les moyens nécessaires afin qu'ils puissent participer et débattre des enjeux de demain. Le Québec d'aujourd'hui a de nombreux défis à relever. Il faut restaurer la confiance de la population. Les présentes élections sont, en ce sens, déterminantes pour notre avenir.

Le Comité exécutif de la CSN

Le Québec mérite mieux!

La Coalition avenir Québec : une dangereuse illusion

La Coalition avenir Québec (CAQ) et son chef François Legault bénéficient d'une couverture médiatique parfois complaisante, les présentant comme une option plausible pour gouverner le Québec. Prétendant incarner le VRAI changement comme s'il pouvait y en avoir un faux, la CAQ tente de se démarquer tant du Parti libéral du Québec que du Parti québécois et de séduire un électorat désabusé de la classe politique traditionnelle. Qu'en est-il exactement?

Un nouveau parti de droite antisyndical

En fusionnant avec l'Action démocratique du Québec (ADQ) en février dernier, François Legault a repris plusieurs aspects du discours ainsi que les positions antisyndicales de la défunte ADQ. Depuis le début de la campagne, le chef de la CAQ martèle que les organisations syndicales s'opposent au changement, cherchent à protéger leurs acquis et favorisent le statu quo. Il s'est engagé à offrir aux antisyndicaux ce qu'ils réclament depuis des années : l'imposition d'un vote au scrutin secret obligatoire pour obtenir une première accréditation syndicale. La CAQ propose de limiter le droit de grève et d'accorder aux municipalités le droit de lockout. Si la CAQ prenait le pouvoir le 4 septembre prochain, le Québec serait gouverné par un des partis les plus antisyndicaux depuis l'époque de Duplessis.

Entre la pensée magique et le populisme

Il n'y a pas qu'en matière de droit du travail et de syndicalisation que le projet caquiste est inquiétant. Une analyse des engagements touchant l'éducation, la santé, le développement économique et les finances publiques montre que ce parti oscille entre le manque de cohérence, la pensée magique et le clientélisme.

La CAQ a le mérite de vouloir faire de l'éducation une priorité et de s'attaquer au problème du décrochage scolaire, mais sa conception utilitariste n'a rien de rassurant. Pour l'équipe de François Legault, l'éducation doit être au service du développement économique. Elle doit être efficace et performante, c'est-à-dire produire plus de diplômés-es, à moindre coût, tout en répondant rapidement aux besoins du marché du travail. Trois grandes initiatives sont proposées. La première touche la valorisation des enseignantes et des enseignants par une amélioration de leur rémunération et une augmentation de leur autonomie professionnelle. En contrepartie, ils devront se plier à des processus d'évaluation et se soumettre à un ordre professionnel. Cette idée suppose que le personnel enseignant porte l'essentiel de la responsabilité des problèmes de persévérance scolaire dans notre système d'éducation publique. Or, on sait très bien que le décrochage scolaire est un phénomène complexe et que la situation socioéconomique des familles est déterminante. Malheureusement, la CAQ a peu de propositions à cet égard. La lutte à la pauvreté ne figure même pas dans sa plateforme. La deuxième initiative concerne la réorganisation du réseau. La CAQ reprend l'idée adéquate d'abolir les commissions scolaires pour les remplacer par des centres de services régionaux; d'ailleurs, la CSN s'est déjà prononcée contre l'abolition des commissions scolaires. Nul besoin de les abolir, d'autant plus que les économies envisagées restent bien hypothétiques.

Finalement, la troisième initiative vise à augmenter le nombre de diplômés-es postsecondaires (collégial et universitaire) et à hausser le financement des universités. À cet égard, on sait où loge la CAQ : près des libéraux. La formation de François Legault a appuyé l'adoption du projet de loi no 78 (devenu loi 12) et a soutenu la ligne dure des libéraux de Jean Charest. Elle appelait le gouvernement au dialogue, tout en exigeant qu'il ne cède rien! Devant l'indignation soulevée par la loi 12, elle promet maintenant d'en abroger la partie touchant les manifestations. Elle souhaite aussi obliger les universités à faire du ménage dans leurs frais de gestion. Difficile d'être plus opportuniste!

En santé : une simple question de volonté?

S'il y a un enjeu où la CAQ cherche à marquer des points, c'est bien celui de la santé. Son plan d'action repose sur trois grands engagements : un médecin de famille pour toutes les Québécoises et tous les Québécois d'ici un an; un réseau décentralisé et plus efficace; un meilleur contrôle du coût des médicaments. La CAQ calcule qu'il suffit de convaincre chaque médecin de prendre en charge 1000 patients en moyenne pour ainsi régler le problème. Pour y arriver, elle compte sur trois mesures : l'augmentation du nombre de groupes de médecine de famille (GMF); la révision du mode de rémunération des médecins pour lier une partie de celle-ci à l'atteinte d'un nombre minimal de patients pris en charge; le soutien clinique (infirmiers et infirmières) et administratif pour alléger, voire éliminer certaines tâches.

Il y a tout lieu de croire que cette stratégie ne sera pas aussi simple à réaliser. D'abord, le réseau de la santé est déjà confronté à des pénuries d'infirmières et d'infirmiers. Ensuite, plusieurs médecins consacrent déjà un nombre important d'heures aux hôpitaux, ce qui réduit le temps disponible pour voir plus de patients. Le désir de mieux concilier la famille et le travail engendre une réduction des heures de travail qui n'a rien à voir avec de la paresse ou un manque d'implication professionnelle, mais qui relève de choix tout à fait légitime! Parce qu'elle considère que le réseau de la santé est trop bureaucraté, la CAQ envisage d'abolir les Agences de la santé et des services sociaux.

(suite à la page 6)

La révision du régime public d'assurance médicaments ainsi que des honoraires versés aux pharmaciens sont aussi à l'ordre du jour. Pour la CSN, l'abolition des Agences de santé et de services sociaux risque de mettre en péril de nombreuses coordinations essentielles au fonctionnement du réseau de la santé. Si la CAQ souhaite réduire les coûts, elle devrait plutôt contrer la sous-traitance, le recours aux agences de placement et les ouvertures au privé qui se sont multipliées au cours des dernières années. Elle devrait également abandonner les projets-pilotes sur la mixité public-privé, fruit d'un compromis pour assurer la fusion de l'ADQ avec la CAQ.

En économie : plus de pouvoir pour qui?

Pour réaliser ses objectifs et faire du Québec « une économie de propriétaires », la CAQ mise essentiellement sur une participation accrue de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) dans le développement économique. La nostalgie quant aux belles années du Québec inc. est évidente. Quand on connaît les liens de François Legault avec le milieu des affaires québécois, cela n'est guère surprenant. Par ailleurs, l'équipe Legault ne nous dit pas en quoi cette stratégie assurera l'avenir du secteur manufacturier québécois. La Coalition ne propose aucune bonification au régime de redevances ni aucune mesure significative pour encourager la deuxième et troisième transformation sur le territoire québécois.

Il est aussi inquiétant de voir le chef de la CAQ spéculer sur les revenus tirés de l'exploitation du pétrole dans le golfe Saint-Laurent (Anticosti et Old Harry) alors qu'on ne connaît pas encore ni la quantité de pétrole exploitable, ni les coûts, ni les impacts environnementaux. Il faut avouer qu'en ce domaine, comme dans bien d'autres, François Legault est difficile à suivre. D'un côté il propose un moratoire sur les gaz de schiste en dénonçant l'improvisation, le manque d'ouverture et de consultation et, de l'autre, il ouvre grande la porte à l'exploitation du pétrole dans le golfe Saint-Laurent tout en ignorant les tenants et les aboutissants de tels projets.

Finances publiques : des coupes importantes dans la fonction publique

Sur la gestion des finances publiques, les positions de la CAQ sont similaires à celles des libéraux : retour rapide à l'équilibre budgétaire, réduction de la dette avec les redevances minières, compressions dans les dépenses, suppression de plusieurs emplois dans la fonction publique et à Hydro-Québec et hausse des tarifs d'électricité avec le dégel du bloc patrimonial.

Elle compte donc sur des coupes dans les dépenses de l'État et dans la fonction publique pour respecter son engagement d'un retour à l'équilibre budgétaire dès 2013-2014. De fortes compressions des dépenses et de services sont donc à prévoir.

Conclusion : un nouveau parti avec de vieilles idées

Tout au long de la campagne, François Legault a multiplié les promesses racoleuses : cinq jours de congé parental payé par année pour les parents d'enfants de moins de six ans, en omettant de spécifier que cette promesse était conditionnelle à une consultation avec le patronat; ajout d'une heure par jour au calendrier scolaire, sans s'assurer de la faisabilité et des incidences sur le transport scolaire; abrogation des parties de la loi 12 (projet de loi no 78) touchant le droit de manifester, alors qu'il l'a appuyée, etc.

Il a alimenté les préjugés les plus éculés. D'abord, envers les jeunes qui préféreraient faire la belle vie plutôt que de travailler fort, alors que ceux-ci n'ont jamais été si nombreux à cumuler études et travail. Ensuite, envers leurs parents qui auraient échoué à leur transmettre les valeurs de l'effort et du dépassement. Enfin, envers les femmes qui attacheraient moins d'importance aux salaires que les hommes et qui auraient peur du changement. Pire encore, pour expliquer la faible présence de femmes au sein de son équipe, il a déclaré que les choix avaient été guidés par la compétence des candidats! Comme propos misogynes et rétrogrades, difficile de faire mieux!

Ceci est sans compter ses volte-face sur le statut du Québec. Souverainiste convaincu jusqu'en 2009. Il fonde la CAQ en 2011 en affirmant que le projet souverainiste doit être mis en veilleuse pour au moins dix ans, le temps de remettre le Québec sur ses rails. Finalement, en pleine campagne, il nous annonce qu'il voterait non à un éventuel référendum.

Le changement proposé par la CAQ s'inscrit dans la poursuite des politiques néolibérales : désengagement de l'État, coupes dans les services publics, attaques aux droits du travail et à la syndicalisation, ouverture au privé pour assumer des responsabilités publiques. C'est une approche comptable de la gouvernance où la chasse au gaspillage et aux mauvaises allocations de ressources tient lieu de projet.

Refuser ce changement, ce n'est pas défendre le statu quo. C'est soutenir une autre vision de l'avenir de la société québécoise : c'est aspirer à une société plus juste, qui lutte contre la pauvreté et les inégalités, qui est inclusive, qui encourage la participation citoyenne et qui développe son économie dans une perspective de développement durable. La présente élection est déterminante pour l'avenir du Québec. Le bilan que nous avons dressé du règne libéral est sans équivoque. L'analyse du projet politique et économique de la Coalition avenir Québec impose une seule conclusion : il devient crucial d'empêcher ce parti de former le prochain gouvernement.

Comité exécutif de la CSN

Le Québec mérite mieux!

Recommandations du comité exécutif de la CSN

Après avoir pris connaissance du bilan du dernier mandat du gouvernement libéral, après avoir décortiqué les intentions réelles de la Coalition avenir Québec et après avoir fait l'analyse des programmes des principaux partis politiques, les délégués-es au conseil confédéral du 24 août dernier ainsi que nos directions syndicales seront en mesure de saisir la portée des différentes orientations proposées et leurs impacts possibles sur le monde du travail et sur la société québécoise. Ces impacts sont tels que dans l'intérêt des travailleuses et des travailleurs, la CSN doit prendre position, et ce, en tenant compte des *intérêts fondamentaux de la classe ouvrière*.

Cette élection revêt un caractère particulier puisque trois partis se livrent bataille et que chacun d'eux a une réelle possibilité de former le prochain gouvernement. C'est un vent de droite qui pourrait souffler sur le Québec le 4 septembre au soir. Minoritaire ou majoritaire, le Québec pourrait se retrouver avec un parti politique au pouvoir dont le programme ne correspond pas aux orientations et aux revendications proposées par la CSN en matière de santé, d'éducation, d'environnement, d'économie, de relations de travail et de mesures sociales; bref, un développement du Québec que nous combattons chaque jour.

L'action de la CSN vise l'amélioration des conditions de travail et de vie des travailleuses et des travailleurs ainsi que celles de l'ensemble des citoyennes et citoyens du Québec. Cette action doit nous permettre de faire un pas de plus vers un développement du Québec orienté vers celui des communautés où le bien commun est pris en compte. En ce sens, le vote stratégique prend toute son importance.

Comme premier geste, nous devons inciter nos directions syndicales à se mobiliser et à rappeler à leurs membres l'importance d'exercer leur droit de vote. Nous l'avons maintes fois indiqué, *la démocratie ne se limite pas uniquement à aller voter, mais exercer son droit de vote c'est certainement poser un geste qui la préserve*. Puis, nous devons inviter nos membres et la population à choisir un parti politique susceptible de former le gouvernement et dont les orientations se rapprochent le plus des objectifs que nous poursuivons; il faut donc un vote stratégique comté par comté.

La CSN invite tous les membres de ses syndicats affiliés et la population québécoise à exercer massivement leur droit de vote le 4 septembre 2012.

Attendu que les statuts et règlements de la CSN stipulent que la CSN, dans l'intérêt des travailleuses et des travailleurs, peut exercer une action de portée politique visant à combattre tout gouvernement, administration publique, programme, projet de loi et situation qui nuit aux intérêts fondamentaux des classes populaires, et promouvoir la réalisation de tout programme et de toutes mesures susceptibles de servir ces intérêts ;

Attendu que la résolution adoptée lors du 63e Congrès prévoit que la CSN poursuive son action politique pour une plus grande justice sociale et utilise toutes les tribunes et les moyens à sa disposition;

Attendu le bilan négatif que fait la CSN du gouvernement libéral;

Attendu l'analyse des programmes des différents partis politiques qui nous amène à conclure que les propositions du Parti libéral et de la Coalition avenir Québec vont à l'encontre des orientations et des revendications de la CSN et qu'ainsi nos acquis sociaux sont en péril ;

Attendu que le mode de scrutin uninominal à un tour ne permet pas de refléter la diversité du vote populaire en l'absence d'une dimension proportionnelle ;

La CSN invite les membres de ses syndicats affiliés à choisir la candidate ou le candidat qui représente le parti politique dont les valeurs, les actions, la clarté des engagements correspondent le plus aux orientations de la CSN et qui a le plus de chance de devancer la candidate ou le candidat du Parti libéral ou de la Coalition avenir Québec



L'importance d'aller voter, y croyez-vous vraiment?

Suite de la page 2

Au moment où vous lirez ces lignes, l'élection "Québec 2012" approchera de son dénouement et un nouveau gouvernement sera bientôt en place pour les 4 prochaines années. J'espère que celui-ci répondra à vos aspirations. J'espère que le taux de participation aura été record. À plus petite échelle, ici avec nos unités syndicales respectives, nous devrions tous prendre le temps de nous déplacer lors d'assemblée générale où il y a des votes et participer aux débats. Ne serais-ce que par respect à vos représentants qui font un travail titanesque qui parfois passe inaperçu; je sais bien de quoi je parle, j'en suis témoin. Prenez-en ma parole...!

Je n'ai absolument pas la prétention d'être un grand spécialiste de la chose politique, loin de là. Je déteste en parler en famille ou avec des amis; ça vire souvent en discussions inutiles où tous veulent (ou pensent) avoir raison. Pire, certains y mettent de l'émotivité que je m'explique mal et ça tourne parfois en vinaigre! Comme la grande majorité d'entre vous, je ne suis qu'un observateur qui désire le meilleur pour notre société qui a perdu l'habitude du débat. Trop abruti par des médias et des canaux nouvelles stupides qui ne font que lire des communiqués de presse laconiques. Ce qui veut dire que nous ne savons pas toujours quoi faire du désaccord qui nous anime. Trop souvent, nous versons dans l'injure. Celle qui empoisonne le débat public, qui devient alors pratiquement inexistant.

Nous devons réapprendre le sens de la démocratie. Savoir ce qu'on peut en espérer, savoir ce qu'elle ne nous donnera jamais. Et de reconnaître ses limites. En commençant par exercer notre droit de vote. Comme je le disais, ce n'est pas facile de s'abstenir, mais c'est encore plus difficile de convaincre la moitié de la population d'aller voter... particulièrement ceux qui sont cons concernant la politique, tout comme moi.

(Remerciements à S. Jodoin du Voir, pour l'inspiration)

Alain Gascon, agent de sécurité.



Anick Ferland, hôte au Service Hautes Mises du casino, membre du conseil syndical de l'Unité Générale, responsable du Comité Jeunes au Conseil Central du Montréal Métropolitain lors de son intervention à la réunion spéciale du Conseil confédéral de la CSN du 24 août dernier.